

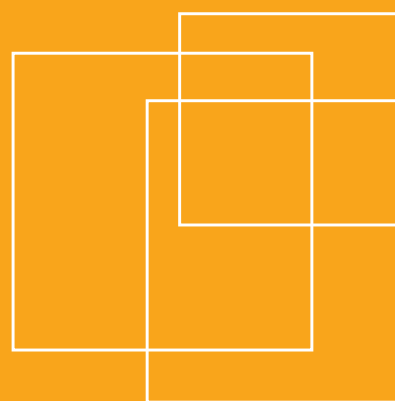


2^{ème} Colloque africain sur le travail décent 2010

**“Construire un socle de protection sociale
avec le Pacte mondial pour l’emploi”**

06 - 08 Octobre 2010

***Palais des Congrès,
Yaoundé - Cameroun***



Note d'information B - Panel 1:

***Explorer les éléments d'un cadre
macroéconomique centré sur l'emploi
pour l'Afrique***

Contexte

La région Afrique a renoué avec la croissance économique dans les années 2000 après les « décennies perdues » que furent les années 1980 et une grande partie des années 1990. Cette reprise de la croissance s'est accompagnée d'une baisse significative non seulement de l'inflation mais aussi de la volatilité de l'inflation – malgré le fait que la volatilité de la croissance des années 2000 ne s'est pas atténuée par rapport aux années 1990. Cette réduction de l'inflation et de la volatilité de l'inflation ont été attribuées à des améliorations très sensibles des soldes des comptes et des soldes budgétaires entre les années 1990 et les années 2000.

On pourrait faire valoir que ce bilan est dans une large mesure attribuable au cadre macroéconomique global (MMF) de la période d'avant-crise. La conception opérationnelle du cadre macroéconomique s'articulait autour de deux principales cibles nominales: a) l'atteinte d'un taux d'inflation à un chiffre et b) des limites prudentes en matière de ratios dette publique/PIB sous-tendues par des déficits budgétaires faibles (généralement en dessous de 5% du PIB). Ceci s'explique principalement par le fait que la stabilité et la prévisibilité de ces cibles engendrent et maintiennent la confiance au marché, permettant ainsi au secteur privé de prendre, dans les domaines de l'épargne et de l'investissement, des décisions cruciales d'une importance capitale pour la croissance et la création d'emplois.

Des inquiétudes quant à l'atteinte des objectifs relatifs à l'inflation, à l'endettement et aux déficits ont sous-tendu la formulation des politiques budgétaires et monétaires en Afrique et l'utilisation des flux d'aide dans les programmes de dépenses publiques comme l'a confirmé une étude réalisée en 2007 par le Bureau indépendant d'évaluation du FMI sur la FRPC (facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance) dans 29 pays d'Afrique subsaharienne. Cette situation a sans nul doute contribué à l'atténuation des déséquilibres macroéconomiques, mais cette dernière ne s'est pas traduite dans la région par une croissance suffisamment vigoureuse et par des dividendes en matière d'emploi susceptibles de remédier aux conséquences néfastes des « décennies perdues » que furent les années 1980 et 1990. En effet, pour l'échantillon de 29 pays d'Afrique subsaharienne (ASS) ayant accès à la FRPC, les revenus par habitant au milieu des années 2000 étaient encore inférieurs à ceux des années 1980, alors que la pauvreté globale est restée presque constante au cours des vingt dernières années. L'atteinte des ODM d'ici 2015 qui est une véritable gageure a rendu la situation encore plus difficile.

Compte tenu de ces sombres statistiques et dans le sillage de la récession économique mondiale de 2008-2009, peut-être n'est-il pas surprenant, en cette période d'après-crise, qu'une nouvelle réflexion macroéconomique soit en cours, notamment au niveau du FMI. Les limites du cadre macroéconomique global sont mieux reconnues. En outre, la collaboration historique entre l'OIT et le FMI lors de la conférence d'Oslo du 13 septembre 2010 qui vient de s'achever a donné à l'OIT l'occasion de replacer l'agenda du « plein emploi et travail décent pour tous » au centre du programme d'action mondial. Il s'agira de revoir les principaux éléments du cadre macroéconomique global susceptibles de permettre aux objectifs et cibles poursuivis d'être mieux en cohérence avec le marché du travail et les défis de l'emploi aujourd'hui en Afrique. En d'autres termes, les éléments d'un cadre centré sur l'emploi devraient permettre de revoir les pratiques monétaires et budgétaires dominantes, ainsi que celles relatives aux régimes de taux de change. Un tel cadre devrait aussi reconnaître que les politiques macroéconomiques devraient s'accompagner d'efforts soutenus en matière de diversification économique et d'actions visant à renforcer les institutions du marché du travail capables d'engendrer une croissance impulsée par les salaires et la productivité.

Objectifs du groupe de travail

Le groupe aura pour mission de:

- Réfléchir sur les avantages et les coûts du cadre macroéconomique global en mettant l'accent sur les domaines thématiques suivants: 1) la politique monétaire et les objectifs en matière d'inflation ; 2) la politique budgétaire et la soutenabilité de la dette ; 3) les régimes de taux de change et la gestion du compte de capital
- Proposer, sur la base des données relatives à plusieurs pays et des expériences spécifiquement nationales, une liste de choix d'orientations stratégiques susceptibles d'aider les décideurs à préserver les avantages du cadre macroéconomique global tout en réduisant ses coûts et ses conséquences indésirables
- Démontrer que la transition vers un cadre macroéconomique centré sur l'emploi exigera, de la part des gouvernements de la région, la volonté politique de mettre en œuvre des politiques proactives.

Messages clés

Le débat d'orientation mondial sur la macroéconomie et le développement a atteint le moment décisif. D'une part, la nécessité impérieuse de repenser la politique macroéconomique à la suite de la crise financière mondiale est perceptible, et d'autre part, l'engagement en faveur de l'assainissement budgétaire pris par de nombreux pays de l'OCDE dans le but de ramener les finances publiques – mises à mal par la baisse des recettes du fait de la crise et par des engagements de dépenses en forte hausse – à des niveaux prudents ont relancé le débat sur le lien entre les politiques macroéconomiques, la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté.

Le message clé c'est que la juxtaposition des conséquences de la récession économique mondiale et la collaboration historique entre l'OIT et le FMI a permis de repenser la manière dont un cadre macroéconomique favorable peut être mis en place pour stimuler la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité en Afrique.

Questions possibles/clés pour susciter le débat

- Quels sont obstacles faudra-t-il surmonter pour promouvoir, et non pas se contenter de surveiller l'atteinte la cible ODM 1B comme moyen de repenser la macroéconomie pour la période d'après-crise?
- Comment peut-on surmonter ces obstacles grâce à un programme d'action pragmatique pouvant être adapté à la situation spécifique du pays?
- Quels sont les changements indispensables pour que les politiques monétaires, budgétaires et celles relatives aux régimes de taux de change appuient plus efficacement le processus de création d'emplois et de réduction de la pauvreté ?
- Dans le cadre des stratégies nationales de développement, comment peut-on renforcer, sur les plans qualitatif et quantitatif, les cibles en matière d'emploi?